

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
127 Quai Eugène Cavaignac
46000 Cahors

Cahors, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIOQUERCY Sas / FONROCHE BIOGAZ

ZAC Les Champs de Lescazes
47310 Roquefort

Références : 2024-0931
Code AIOT : 0006810106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement BIOQUERCY Sas / FONROCHE BIOGAZ implanté Les Places Hautes (Parcelles 1290p, 1291, 1293 - Section C) Zone d'Activités du Périé 46500 Gramat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée de façon inopinée dans le cadre de la survenue de plusieurs incidents concernant des citernes souples de digestat.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOQUERCY Sas / FONROCHE BIOGAZ
- Les Places Hautes (Parcelles 1290p, 1291, 1293 - Section C) Zone d'Activités du Périé 46500 Gramat
- Code AIOT : 0006810106

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est un méthaniseur soumis à Autorisation pour la rubrique 2781 et soumis à la directive IED au titre de la rubrique 3532 (Valorisation de déchets non-dangereux).

L'installation est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 09/11/16 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Accident/Incident	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5	Mesures d'urgence	15 jours
3	Stockage du digestat	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	Mesures d'urgence	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage du digestat	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	Sans objet
2	Stockage du digestat	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	Sans objet
4	Déroulement du procédé de méthanisation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté le jour de l'inspection que le digestat stocké dans les citernes souples qui ont rompu est maintenu dans les rétentions prévues à cet effet.

Il appartient à l'exploitant de vidanger et curer au plus vite ces rétentions et de mettre en place des mesures organisationnelles permettant d'éviter tout débordement notamment lors d'épisodes pluvieux.

L'inspection propose au Préfet de prendre un arrêté de prescriptions encadrant les mesures de gestion de l'incident ainsi qu'une analyse des causes pour éviter que des événements similaires ne se reproduisent.

2-4) Fiches de constats

N° 5 : Accident/Incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5
--

Thème(s) : Risques accidentels, Accident/Incident
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a indiqué par appel téléphonique du 12 août deux incidents qui se sont produits sur des stockages déportés à Rueyres et Prudhomat, à savoir la rupture des citernes souples avec déversement du digestat dans les rétentions étanches. Par mail du 14 août il a été demandé à l'exploitant la mise en place d'actions préventives et curatives en lien avec ses propositions d'actions. L'inspection s'est déplacée sur les sites le 29 août pour vérifier l'avancée de la mise en œuvre de ces mesures. Lors de la visite du site, l'exploitant a indiqué qu'une nouvelle rupture d'une citerne souple sur un stockage déporté à Baladou a eu lieu le weekend du 24/25 août.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'incident. Il comporte, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les circonstances et la chronologie de l'événement ; - l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ; - les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ; - un bilan massique des déversements Ce rapport doit s'appuyer sur la fiche « accident » téléchargeable en ligne sur le site internet du Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours

N° 1 : Stockage du digestat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage du digestat
Prescription contrôlée : Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.[...]
Constats : Le jour de l'inspection il a été contrôlé deux stockages déportés de digestat à Rueyres et

<p>Prudhomat suite aux incidents survenus les weekends du 4/5 et 10/11 août. Le jour de l'inspection il est constaté que les digestats ont été contenus dans la rétention prévue à cet effet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Stockage du digestat

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage du digestat</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de stockage de digestats liquides [...] sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Lorsque le stockage se fait à l'air libre, les ouvrages sont entourés d'une clôture de sécurité efficace [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il a été contrôlé deux stockages déportés de digestat à Rueyres et Prudhomat suite aux incidents survenus les weekends du 4/5 et 10/11 août. Le jour de l'inspection il est constaté que les digestats ont été contenus dans la rétention prévue à cet effet et il n'a pas été constaté de défaut d'étanchéité. Il a également été constaté que chaque stockage est entouré d'une clôture empêchant l'accès au stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stockage du digestat

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage du digestat</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. [...] Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, les stockages non couverts doivent, au 1er janvier 2022, faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestat produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il a été contrôlé deux stockages déportés de digestats à Rueyres et Prudhomat suite aux incidents survenus les weekends du 4/5 et 10/11 août. Le jour de l'inspection il est constaté que les digestats ont été contenus dans la rétention prévue à cet effet. Avec la rupture des citernes souples, le stockage est maintenant non-couvert.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Dans l'attente de la vidange totale du digestat l'exploitant met en place une couverture des stockages ou des mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestat produites avant les évènements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Déroulement du procédé de méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Déroulement du procédé de méthanisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il est constaté la présence d'un écran de contrôle affichant les paramètres de température, pression et remplissage du digesteur.</p> <p>Il n'est pas constaté d'anomalies dans les paramètres contrôlés le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique que cet écran de contrôle est transféré sur la tablette d'astreinte lorsque le site est fermé.</p> <p>Si une anomalie survient un message est envoyé à la liste d'astreinte.</p> <p>Un test de l'envoi de message est effectué le jour de l'inspection. Il est constaté le bon envoi du message.</p>
Type de suites proposées : Sans suite